**CONVENTION POUR L’ORGANISATION D’ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES À L’ÉCOLE**

**IMPLIQUANT DES INTERVENANTS**

Entre

**……………………………………………………………………………………………………………………………………………………**

**……………………………………………………………………………………………………………………………………………………**

et

**……………………………………………………………………………………………………………………………………………………**

**……………………………………………………………………………………………………………………………………………………**

Considérant :

* La version en vigueur du code du sport relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives
* Les articles L322-1 à L322-6 du code du sport relatifs à la conformité des établissements d’accueil
* Le décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques
* Le décret du 31-03-2015 JO du 23-04-2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture
* L’arrêté du 9-11-2015 relatif aux programmes d’enseignement du Cycle 2, Cycle 3 et Cycle 4;
* Le Code du Sport : sous-section 1 : Liste des diplômes, titres à finalité professionnelle ou certificats de qualification (Article 212-1 à A 212-1-1) et à l'annexe II-1 de l'article A. 212-1 du code du sport
* La circulaire 99-136 du 21-09-99 relative à l’organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques
* La circulaire n° 2017-127 du 22-08-2017 relative à l'enseignement de la natation
* La circulaire interministérielle n° 2017-116 du 6-10-2017 relative à l’encadrement des activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques
* La convention cadre de partenariat pour l’éducation par le sport CNOSF/SEPH/MENJS/MAA/MESRI
* Les conventions quintipartites MENJS/UNSS/USEP/fédérations françaises
* Le dispositif des 30 minutes d’’Activités physiques quotidiennes APQ
* La circulaire du 12 janvier 2022 relative au dispositif “1 école – 1 club”.
* La charte départementale éducation nationale relative aux intervenants extérieurs à l’école maternelle et élémentaire dans le département de **Corrèze**.

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT**

**ARTICLE 1 : Objectifs du partenariat**

Les intervenants de l’association sportive **……………………………………………………………………………..** sont mis à disposition sur la demande des écoles et en collaboration avec les services de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de **la Corrèze**, le comité de la Corrèze de **……………………………………** et le comité départemental **USEP**.

Ils apportent leur concours à l’enseignement de l’éducation physique et sportive et/ou à la mise en place des 30 min d’APQ, à la construction des domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture à travers l’activité **………………………………….** dans toutes ses dimensions éducatives et motrices.

Ils interviennent en co- enseignement.

**ARTICLE 2 : Conditions d’agrément des intervenants**

En vertu des dispositions des articles L. 312-3 et D. 312-1 -1 et suivants du Code de l'éducation, les intervenants extérieurs à l'école primaire sollicités dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive sont soumis à l'agrément du directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale (Dasen).

Leur agrément répond aux exigences fixées par le décret n° 2017-766 du 04-05-2017.

**Sont réputés agréés pour l'activité concernée et dispensés du dépôt de la demande d'agrément pour l'activité concernée :**

a) les intervenants titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité et les stagiaires détenteurs d'une attestation délivrée par le SDEJS-DSDEN ;

b) les fonctionnaires agissant dans l'exercice des missions prévues par leur statut particulier (professeur des écoles, professeur certifié ou agrégé d'EPS, les éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives, conseillers territoriaux des activités physiques et sportives).

L’employeur de ces personnels s'engage à procéder à la vérification de la qualification et de l'honorabilité des intervenants mis à disposition (titulaires de carte professionnelle ou fonctionnaires territoriaux).

**Doivent faire une demande expresse d'agrément :**

a) les agents non titulaires non enseignants (employés en contrat à durée indéterminée ou en contrat à durée déterminée) ;

b) les fonctionnaires dont les statuts particuliers ne prévoient pas l'encadrement d'une activité physique, mais disposant d'une qualification pour l’activité concernée peuvent être agréés par les services de l'éducation nationale.

Pour ces personnels, les personnes habilitées des services de la DSDEN procèdent à la vérification de leur honorabilité par la consultation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV).

Dans tous les cas, toute intervention est soumise à l'autorisation préalable du directeur d'école.

Dès lors qu'un intervenant ne répond plus aux critères de compétence et d'honorabilité, le Dasen est fondé à lui retirer l'agrément. Si le comportement d'un intervenant perturbe le bon fonctionnement du service public de l'enseignement, s'il est de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou s'il est susceptible de constituer un danger pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs, l'agrément lui est retiré.

**ARTICLE 3 : Obligations des partenaires**

* Le directeur d'école veille à ce que l’intervenant soit destinataire du projet pédagogique de l'activité pour laquelle il est sollicité ainsi que le règlement intérieur de l'école.
* L’intervenant s’engage à respecter les modalités d'intervention fixées et à adopter une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.
* La préparation de l'intervention donne lieu à un échange entre l'enseignant et l'intervenant sollicité. Lors de cet échange, les objectifs de la séquence sont explicités et les modalités de mise en œuvre sont discutées. Les conseillers pédagogiques de circonscription peuvent appuyer les enseignants dans le cadre de cette préparation. Ces échanges permettent à l'intervenant de s'inscrire dans un projet aux objectifs définis et partagés, formalisé par un document pédagogique de référence.

**ARTICLE 4 : Les modalités d'intervention**

L’enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre de l’activité de façon permanente durant le temps scolaire. Il est le maître d’œuvre du projet pédagogique et fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées.

La durée de l’intervention ne doit pas excéder un tiers du temps dévolu à l’enseignement de l’EPS.

**ARTICLE 5 : Responsabilité**

Dans tous les cas où la responsabilité d’un intervenant agréé se trouve engagée à la suite ou à l’occasion d’un fait dommageable commis :

**-** soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention ;

**-** soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions ;

la responsabilité de l’Etat est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

**ARTICLE 6 : Conditions de sécurité**

Le taux minimum d’encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d’éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017.

L’intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s’imposent dans le cadre de l’organisation générale arrêtée par l’enseignant responsable.

L’enseignant de la classe devra s’assurer que les conditions de sécurité sont remplies pour une pratique adaptée de l’activité. Il lui appartient, s’il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d’interrompre immédiatement l’activité. Il informe sans délai, l’inspecteur de l’éducation nationale sous couvert du directeur d’école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.

En cas d’accident, l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence.

Les activités physiques et sportives organisées dans le cadre des enseignements réguliers peuvent être encadrées par l'enseignant seul, qu'elles se déroulent au sein de l'école ou dans le cadre d'une sortie récurrente. Néanmoins, certaines activités, compte tenu de leur nature même, font l'objet de taux d'encadrement renforcés.

**ARTICLE 8 : Droit à l'image**

Toute photo ou vidéo destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la direction des services départementaux de l'éducation nationale.

Toute demande est adressée par l'initiateur du projet à l'IEN) en charge des classes concernées. Elle est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

**ARTICLE 9 : Laïcité**

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité (conformément notamment à la circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001).

**ARTICLE 10 : Durée de la convention**

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

Elle est renouvelable par tacite reconduction, sous réserve de produire l'agrément des personnes concernées, les plannings d’intervention et le projet pédagogique mis à jour.

À **…………………………………………**, le **……** / **……** / **…………**

|  |  |
| --- | --- |
| Mme ou M. le Dasen ou son représentant(Nom et qualité) | Mme ou M. le représentant de l’association(Nom et qualité) |
|  |  |
| Mme ou M. le Directeur/la Directrice(Nom et qualité) |  |
|  |  |

**Annexes à la convention**

* Liste des classes concernées (**ANNEXE 1)**
* Liste des intervenants (**au titre du comité départemental**. Exemple : Conseiller technique départemental) (**ANNEXE 2**)
	+ titulaires de carte professionnelle avec nom, prénom, date de naissance, activités concernées et numéro de carte professionnelle;
	+ fonctionnaires agissant dans l'exercice des missions prévues par leur statut particulier;
	+ agents non titulaires et des fonctionnaires agissant avec autorisation de leur employeur, mais en dehors des missions prévues par leur statut particulier.
* Formulaire de demande d'agrément (**ANNEXE 3**)
	+ intervenant agent non titulaire
	+ fonctionnaire agissant en dehors des missions prévues par leur statut particulier

Fichier transmis, pour consultation du FIJAISV.

* Projet pédagogique (**ANNEXE 4**)

**ANNEXE 1**

**LISTE DES CLASSES**

ÉCOLE(S) :

CIRCONSCRIPTION DE :

VILLE DE :

|  |  |
| --- | --- |
| **ECOLES** | **CLASSES (enseignant(e)s)** |
|  |  |
|  |
|  |
|  |  |
|  |
|  |
|  |  |
|  |
|  |
|  |
|  |  |
|  |
|  |
|  |  |
|  |
|  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

******ANNEXE 2**

**LISTE DES INTERVENANTS**

Les intervenants titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité ou détenteurs d'une attestation de stagiaire de la SDEJS-DSDEN sont réputés agréés pour l'activité concernée.

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **NOM** | **PRÉNOM** | **DATE DE NAISSANCE** | **LIEU DE NAISSANCE** | **ACTIVITÉ** | **N° CARTE PRO** | **DATE DE VALIDITE** | **N° AGREMENT DSDEN** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

**ANNEXE 3**

 **Demande d’agrément**

**Intervention extérieure à l’école**

**à partir de 2 séances**

**□ dans le cadre d’une activité à caractère professionnel**

**□ dans le cadre d’une activité à caractère bénévole**



|  |  |
| --- | --- |
| **Civilité** *(rayer la mention inutile)* | Madame Monsieur |
| **Nom d’usage** |  |
| **Nom de naissance (si différent du nom d’usage)** |  |
| **Prénoms** |  |
| **Date de naissance** |  |
| **Ville de naissance** (avec code postal) |  |
| **Pays de naissance** |  |
| **Adresse postale** |  |
| **Téléphone** |  |
| **Courriel** |  |
| **Professionnel** | **Bénévole** |
| **Statut : Educateur sportif, ETAPS, artiste, autre (à préciser) …** |  | **Statut : parent, éducateur, autre (à préciser) …** |  |
| *N° de la carte professionnelle ou diplômes liés à l’activité* (fournir une photocopie du diplôme) |  | *Diplômes éventuels liés à l’activité* (fournir une photocopie du diplôme) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité *(ex : natation, vélo, randonnée…)*** |  |
| **Ecole(s) concernée(s)** |  |

Lettre d’engagement

Je soussigné(e) ……………………………………………………………………………………………………… m’engage à respecter le règlement intérieur de l’école et les modalités d’intervention fixées avec l’enseignant.

A………………………………… le ……………………………………… Signature

**Partie réservée à l’administration**

|  |  |
| --- | --- |
| EPS : Participation à la session d’information Le …………………….., à ………………………. | Réussite au test  OUI NON   |

|  |  |
| --- | --- |
| Observations éventuelles : |  |
| Avis du conseiller pédagogique  | A …………………, le ………………………… Signature :  |

Contrôle FIJAISV (si nécessaire)

|  |
| --- |
| Contrôle effectué le……………………………………………Inscription FIJAISV oui non  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature (IA-DASEN ou son représentant)****Agrément\*** **n°…………………………….** | Agrément délivré le ……………………..à……………………………… Signature :  |
| **Autorisation du directeur d’école** | A ………………………., le …………………………Signature :  |

\*validité 5 ans sous réserve de vérification annuelle des conditions d’honorabilité par consultation du FIJAISV

Fiche complète (recto et verso) à envoyer à DSDEN de la Corrèze –DEAF -Cité Administrative – 19000 TULLE

****

**ANNEXE 4**

 **PROJET PEDAGOGIQUE 20 . . / 20 . .**

**impliquant des intervenants extérieurs**

**bénévoles 🞏 ou professionnels 🞏
 pour participer aux activités scolaires (à partir de 3 séances)**

*A accompagner des demandes d’agréments individuelles en cas de premier agrément.*

***Référence règlementaire :*** *Circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992 - N°2017-116 du 6 octobre 2017 et 2017-127 du 22 août 2017*

**Inspection de l’Education nationale – Circonscription de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Ecole : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Classe : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Enseignant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Domaine disciplinaire : 🞏 E.P.S. 🞏 Arts et Culture  🞏 Autres**

**Activité et/ou intitulé du projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |
| --- |
| **1/ Volet pédagogique** |
| **Axe(s) du projet d’école :** **Compétences :** **Objectifs :**  |
| **Descriptif du déroulement :**  | **Rôles enseignant/intervenant :**  |

|  |
| --- |
| **2/ Pilotage et suivi du projet** |
| **Modalités de la concertation entre l’enseignant et l’intervenant** |
| **Modalités d’organisation pédagogique (dispositif, encadrement, groupes…)** |

|  |
| --- |
| **3/ Organisation** |
| **Nb de séances** | Date début de cycle :Date fin de cycle :Lieu d’intervention : | Horaires : |
| avec intervenant | avec intervenant | Date(s) d’intervention : |
|  |  |
| **Enseignant :** (NOM Prénom)Niveau de classe : Nombre d’élèves :   | *Signature**enseignant* |
| **Intervenant :**(NOM Prénom)**🞏** Bénévole **🞏** Rémunéré  | *Signature**Intervenant*  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Directeur(trice) : autorisation d’intervention**Je soussigné(e) **,** Directeur(trice) de l’école mentionnée ci-dessus,autorise la(les) personne(s) désignée(s) ci-dessus à participer aux activités du projet d’intervention,Sous réserve : * de l’avis favorable de l’IEN
* de l’agrément de l’intervenant
* d’une convention pour les intervenants rémunérés

Date : …..…/…..…/…..… Signature et cachet de l’école : | **Avis de l’IEN sur le projet pédagogique :****Observations éventuelles :**Date : …..…/…..…/…..… Signature et cachet : |